

Économie > Union européenne > Allemagne : face au péril économique, le patronat descend dans la rue

Allemagne : face au péril économique, le patronat descend dans la rue

LT Ce contenu est compris dans votre abonnement

Empêtrés dans les difficultés, les patrons allemands manifestent ce mercredi 29 janvier pour alerter sur la situation outre-Rhin.

Par Jean-Victor Semeraro et Olivier Mirguet

Publié le 29/01/25 à 06:30



Des rassemblements doivent avoir lieu partout en Allemagne ce mercredi.

REUTERS/Hannibal Hanschke/File Photo

 Partager

SOS de patrons en détresse. En Allemagne, la situation économique est si inquiétante en ce début d'année qu'une centaine de fédérations patronales organisent, ce mercredi 29 janvier, une « *journée d'alerte économique* » (*Wirtschafts-warntag*). Des Länder les plus reculés à la Porte de Brandebourg à Berlin, les chefs d'entreprise sont appelés à battre le pavé. « *Notre objectif est de réveiller le pays* », a souligné Christian Vietmeyer, le directeur de l'association des fabricants d'acier et de métaux (WSM) à un **média** outre-Rhin.

À un mois des élections législatives anticipées - programmées le 23 février -, le pays est embourbé dans les difficultés économiques. Après s'être rétracté de 0,3 % en 2023, le produit intérieur brut s'est contracté de 0,2 % l'année dernière, selon **Destatis**, l'office allemand des statistiques. Plus inquiétant encore, aucune reprise solide de l'activité ne se fait sentir. Résultat, la prévision de croissance pour 2025 devrait être officiellement abaissée ce mercredi par l'exécutif de 1,1 % à 0,3 %.

« *Le pays est en **récession***, confirme Paul Maurice, secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes à l'Ifri. *On devrait atteindre les trois millions de chômeurs cette année, ce qui n'est pas arrivé depuis 15 ans en Allemagne.* » Pilier économique du pays, l'automobile souffre particulièrement : le constructeur Volkswagen a annoncé qu'il allait **supprimer 35.000 postes d'ici à 2030**. Ce sont 10 % de ses effectifs sur le territoire allemand. Des difficultés qui se répercutent en cascade sur les équipementiers, à l'instar de Bosch qui a prévu de **remercier 3.850 collaborateurs** travaillant près de Hanovre et de Stuttgart.

À LIRE AUSSI

En Allemagne, Olaf Scholz défend une prime pour relancer l'industrie

Un modèle économique ébranlé

Ces suppressions d'emplois à la pelle ébranlent les certitudes sur un modèle économique longtemps perçu comme vertueux. Et particulièrement au sein du *Mittelstand*, ce tissu d'entreprises familiales qui constitue le noyau dur de l'économie germanique. « *Les crises successives du Covid et de la guerre en Ukraine ont mis au jour les faiblesses structurelles du modèle allemand*, pointe Céline Antonin, économiste

à l'OFCE. *Sa vulnérabilité énergétique qui handicape son industrie, ses infrastructures vieillissantes, mais aussi son manque d'investissement et de consommation privé.* »

Fini le gaz russe bon marché : avec le conflit ukrainien l'Allemagne a dû se réorganiser et acheter davantage de gaz naturel liquéfié (GNL) aux États-Unis, plus onéreux. Finies les routes dégagées pour les grosses berlines allemandes. De fait, la transition vers la voiture électrique a intensifié la concurrence avec la Chine qui a pris de l'avance sur les constructeurs germaniques. *« Une concurrence d'autant plus rude qu'il est, à l'inverse, très difficile pour les constructeurs européens de pénétrer le marché chinois »,* souligne Céline Antonin. Et pour ne rien arranger, le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, et ses menaces récurrentes **d'augmenter les droits de douane** sur les produits importés aux États-Unis, pourrait accentuer les difficultés de l'Allemagne exportatrice.

À LIRE AUSSI

En Allemagne, la dégringolade des ventes de voitures électriques

Le futur chancelier sous pression

Dans ce contexte difficile, le salut viendra-t-il de la future coalition au Bundestag ? C'est ce qu'espèrent les fédérations patronales qui attendent du futur gouvernement qu'il prenne *« la mesure de cette crise »* et agisse *« avec détermination »*. Le message a sans doute été reçu cinq sur cinq par le candidat de la CDU-CSU, Friedrich Merz, qui a de fortes chances d'accéder à la Chancellerie. Dans son **programme**, ce libéral francophile compte notamment baisser l'impôt sur le revenu et sur les sociétés pour un coût annuel estimé à 90 milliards d'euros, selon les économistes allemands, soutenir l'industrie et accentuer les accords de libre-échange avec l'Inde et les pays d'Asie du Sud-Est.

« L'objectif de Merz est de viser 2 % de croissance par an », précise Paul Maurice. Une relance d'autant plus difficile dans un pays qui a fait de l'orthodoxie budgétaire, une règle inscrite dans la loi. Friedrich Merz y parviendra-t-il en prenant la tête du gouvernement ? *« A court terme, il devrait surtout rassurer les milieux patronaux et financiers »,* anticipe le spécialiste de l'Allemagne.

L'appel d'un patron emblématique au futur gouvernement

Dirigeant bien connu en Allemagne, le président du directoire du groupe sidérurgique Saarstahl, Stefan Rauber, s'inquiète pour l'industrie germanique. « *Le futur gouvernement doit présenter au plus vite à l'industrie un programme d'action économique soutenu par un solide paquet législatif, plaide-t-il auprès de La Tribune. Le problème de l'Allemagne est le suivant : on a de bonnes intentions, mais on n'en fait pas assez !* »

Et pour le dirigeant, dont le groupe est aussi propriétaire de trois sites industriels dans l'Hexagone (800 salariés), l'une des difficultés provient du manque de volontarisme du pouvoir politique à engager l'adaptation de l'industrie vers le développement durable. « *Les employeurs attendent des pouvoirs publics une politique industrielle tournée vers le développement durable, pousse-t-il. Nous en parlons depuis longtemps sans résultat jusqu'à présent.* »

Un exemple est particulièrement révélateur pour Stefan Rauber : « *Jusqu'à présent, les chemins de fer allemands ont privilégié des rails produits en dehors de l'Allemagne, dans une industrie restée fidèle aux hauts-fourneaux et intensive en CO2. Et cela, au détriment de nos industries qui savent décarboniser le processus.* »

Comble de la situation, Saarstahl vient de signer **un contrat d'un milliard d'euros** pour fournir des rails à faible empreinte carbone à SNCF Réseau.

À lire également

[Allemagne : Friedrich Merz exclut toute coopération avec l'extrême droite \(AfD\)](#)

[A Davos, la Chine et l'Allemagne défendent le libre-échange face à Trump](#)

[Fièvre aphteuse : le Royaume-Uni interdit l'importation de bovins d'Allemagne](#)

Par Jean-Victor Semeraro et Olivier Mirguet